



| AOÛT 2025

RAPPORT MEDIA MONITORING

RESUME EXECUTIF

Août 2025 a une fois de plus démontré que l'information à Madagascar n'est jamais un simple reflet des faits : elle est terrain de bataille, instrument de légitimation et vecteur de tensions sociales. Entre scandales, inaugurations symboliques et événements institutionnels, la manière dont les médias racontent, sélectionnent et mettent en lumière les événements façonne la perception publique et révèle les priorités du pouvoir.

Trois dossiers qui ont dominé l'espace médiatique durant ce mois ont été retenus dans ce rapport : l'affaire des Boeing 777, le sommet de la SADC et le téléphérique d'Antananarivo. Chacun d'eux illustre un équilibre fragile entre gestion de l'image, contrôle de la narration et réactions citoyennes. Derrière les titres et les images, se lisent des enjeux cruciaux : la confiance dans les institutions, la liberté de la presse, et la capacité de l'État à répondre aux attentes quotidiennes des citoyens.

L'analyse proposée ici ne se limite pas à relater les événements : elle décrypte les stratégies, omissions et choix éditoriaux, révèle les tensions entre médias et autorités, et identifie les messages implicites qui façonnent l'opinion.

Cette approche permet de dégager des enseignements sur :

- la gestion de crises politiques et médiatiques ;
- la relation entre médias et institutions publiques, notamment en termes de liberté de la presse et d'accès à l'information ;
- les implications stratégiques et la perception nationale et internationale des initiatives politiques.

En cela, ce rapport est un outil pour comprendre comment l'information circule, comment elle peut être instrumentalisée, et comment elle influence directement le rapport des citoyens à leur environnement politique et social.

Le présent rapport aspire ainsi offrir une lecture critique attentive et stratégiquement utile, permettant de saisir les dynamiques qui structurent le paysage médiatique malgache ; et pourquoi pas réfléchir ensemble sur les mécanismes indispensables à sa professionnalisation.

AFFAIRE BOEING - 777

1. (Re)Mise en contexte

En juillet 2025, cinq Boeing 777-200ER ont été immatriculés provisoirement à Madagascar sous la société UDAAN Aviation. Ces avions ont ensuite été transférés en Iran, contournant ainsi les sanctions internationales imposées à Téhéran. L'Autorité de l'Aviation Civile de Madagascar (ACM) a dénoncé une fraude et a déposé une plainte pour "faux et usage de faux".

Les médias analysés ont largement couvert cette affaire, mettant en lumière les implications politiques et diplomatiques ; en rajoutant souvent des éléments tirés des titres étranges tels que *Le Monde Afrique*, *Aviation Week*, *Ecofin Agency* ou *Africa Intelligence*. Ils ont fourni une couverture détaillée de l'affaire, mettant en évidence les arrestations, les enquêtes en cours et les réactions des autorités.

2. Implications et réactions

Le Premier ministre, Chef du gouvernement, Christian Ntsay, a confirmé au tout début du mois, l'arrivée à Madagascar d'une mission du FBI. Cette équipe est mandatée pour conduire une enquête approfondie sur l'affaire du Boeing 777. Le Chef du gouvernement a précisé que cette initiative émane directement des autorités malgaches, qui ont sollicité l'appui du FBI afin d'établir toute la lumière sur ce dossier. L'objectif, a-t-il souligné, est de garantir la transparence des investigations et de prévenir à l'avenir la réapparition de situations similaires sur le territoire national. (**TVM, IBC, Viva, L'Express de Madagascar, Gazetiko, Radio Antsiva**)

Avec le sénateur Tahina Andrianandrasana, ce dernier a condamné la mention du nom des enfants du Président de la République dans l'affaire dite du Boeing 777. Selon leurs déclarations, il s'agirait d'une manœuvre visant à créer des troubles à la veille du Sommet de la SADC. Ils ont par ailleurs rappelé que les personnes à l'origine de telles allégations pourraient faire l'objet de poursuites judiciaires. (**Viva**)

Les partis d'opposition et leurs médias ont exprimé leur indignation, appelant à des enquêtes approfondies et à des responsabilités claires car l'affaire aurait des répercussions sur les relations diplomatiques de Madagascar, notamment avec les États-Unis, avec qui le pays négocie un nouvel accord économique. (**MBS, AZ Radio**)

3. Libertés d'expression / de la presse / d'opinions

Le 30 juillet 2025, lors d'une séance publique au Sénat, un journaliste a interrogé le président de cette institution sur la possibilité d'une enquête parlementaire concernant cette affaire. Ce dernier a réagi vivement en exprimant son mécontentement de manière publique.

Cet incident a rapidement suscité une réaction de l'Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM), qui a dénoncé des propos jugés "discriminatoires et irrespectueux à l'égard de la profession". L'Association des Femmes Journalistes Malgaches a également condamné ces déclarations, les qualifiant d'"inacceptables et dangereuses pour la liberté de la presse".

En réponse, le Sénat a exprimé son désaccord avec le communiqué de l'OJM, soulignant que Richard Ravalomanana est “toujours en bons termes avec les journalistes malgaches et étrangers” et qu'il les aide dans l'exécution de leur travail.

Les ONG et associations de journalistes ont souligné le droit du public à l'information et les limites imposées par les enjeux politiques, dénonçant les propos du président du Sénat comme une atteinte au droit fondamental d'informer.

Cet échange tendu illustre la fragilité de la relation entre les autorités politiques et les médias à Madagascar, dont la grande majorité de ceux analysés a mis en lumière la “violence” subie par le journaliste.

Alors que le rôle des journalistes est de questionner et d'informer, la réaction disproportionnée d'une haute autorité politique montre les difficultés rencontrées par les journalistes pour poser des questions sensibles.

Cet incident souligne une fois de plus la nécessité de protéger les journalistes face aux pressions institutionnelles et de renforcer la culture du dialogue et de la transparence publique.

SOMMET DE LA SADC

1. Couverture du sommet de la SADC

Les principaux médias analysés ont largement couvert le 45ème Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC.

Ils ont mis en avant la prise de présidence de la SADC par Madagascar, un événement historique soulignant le rôle croissant du pays dans la région.

Les médias publics et proches du pouvoir (**TVM, Viva, Tv Plus**), ont diffusé en direct les cérémonies d'ouverture et de clôture, ainsi que les discours des chefs d'État. La présidence de la SADC par Madagascar y a été présentée comme un signe de reconnaissance du rôle croissant du pays dans les affaires régionales.

2. Sommet controversé

Avant le sommet, des anciens présidents malgaches ont exprimé des réserves concernant l'organisation de l'événement, mettant en lumière des préoccupations liées à la gestion des ressources et à la transparence gouvernementale. Ces critiques ont alimenté un climat de mécontentement parmi une partie de la population. (**MBS, IBC, Midi Madagasikara, AZ Radio**)

Des manifestations ont eu lieu à Antananarivo, principalement menées par des jeunes, pour protester contre les coupures d'eau et d'électricité persistantes. Bien que ces manifestations aient été pacifiques, elles ont révélé un profond mécontentement envers le gouvernement, qui a été perçu comme incapable de résoudre les problèmes quotidiens des citoyens. (**RDB, MBS, IBC**)

En réponse à ces tensions, des mesures de sécurité renforcées ont été mises en place autour des lieux du sommet. Des forces de l'ordre ont été déployées pour assurer la sécurité des participants et prévenir toute perturbation majeure. Cependant, ces mesures ont également suscité des inquiétudes concernant les libertés publiques et la répression des voix dissidentes. (**IBC, AZ Radio, MBS, Kolo**)

Sur les stations radios analysées (**RDB, IBC, Record**), de nombreux citoyens ont partagé leurs opinions (avant - pendant - après) quant à la tenue de cet évènement ; qui sont regroupées en deux points :

- *absence de bénéfices tangibles pour Madagascar* malgré plusieurs années de participation à la SADC, Madagascar n'aurait pas retiré d'avantages économiques ou sociaux concrets et les dépenses et ressources mobilisées pour ces événements sont alors perçues comme détournées des besoins urgents des citoyens, en période de difficultés économiques.
- *critique du leadership du président de la République* qui est accusé de manquer d'humilité et de prioriser les ambitions diplomatiques au détriment de la vie quotidienne des Malagasy, tandis qu' il s'opposait à l'adhésion de Madagascar à la SADC auparavant.

TÉLÉPHÉRIQUE D'ANTANANARIVO

Le 15 août 2025, le président Andry Rajoelina a inauguré la ligne Orange du téléphérique d'Antananarivo, marquant une étape majeure dans la modernisation des transports urbains de la capitale malgache. Ce projet ambitieux, financé par le gouvernement malgache, viserait à désengorger la circulation et à offrir une alternative écologique et rapide aux habitants.

Discours (médiatiques) divergents

Les médias proches du pouvoir (**TVM, Viva, Tv Plus, Free FM, L'Express de Madagascar**) ont largement couvert l'événement, mettant en avant la dimension historique et symbolique du projet. Le président lui-même ayant souligné l'importance de cette infrastructure pour le développement du pays et la modernisation de la capitale. Il a réagi aux critiques en affirmant sa détermination à poursuivre les projets d'infrastructures, soulignant que ces initiatives sont essentielles pour le progrès du pays.

En effet, des médias plus critiques (**MBS**, ont exprimé des réserves concernant le coût du projet et son impact réel sur la vie quotidienne des citoyens. Des questions ont été soulevées sur la rentabilité de l'investissement et sur la priorité accordée à ce projet par rapport à d'autres besoins urgents dans la capitale.

Nous vous remercions pour l'intérêt que vous portiez pour la liberté d'expression à Madagascar et l'amélioration de l'environnement journalistique malgache.



+261 34 04 273 18



Près Lot VS 124
Miandrarivo Ambanidia



www.ilontsera.mg



ILONTSERA

Media Matters Madagascar

Observatoire des Médias et de la Communication

Ivompandalinana ny tontolon'ny serasera marolafika eto Madagasikara

MERCI